

Célébrer l'unité nationale: le Centenaire de l'indépendance de 1921 et les contradictions de la Patria Nueva au Pérou

Celebrate national unity: the centenary of independence and the contradictions of the New Homeland in Peru

OMBELYNE DAGICOUR¹

Cómo citar este artículo: Dagicour, O. (2022). Célébrer l'unité nationale: le Centenaire de l'indépendance de 1921 et les contradictions de la Patria Nueva au Pérou. *Revista de Ciencias Sociales Ambos Mundos*, (3), 85-95. <https://doi.org/10.14198/ambos.20907>

Résumé

En 1921, la commémoration du centenaire est l'occasion pour le président Leguía d'affirmer l'image d'une nation « moderne » et l'intérêt du régime de la Patrie Nouvelle pour le développement matériel et social. Le faste des festivités et l'unité apparente de ce moment d'exaltation nationale ne doivent cependant pas masquer la simultanéité de profondes dynamiques de contestations intérieures de l'ordre politique et social, laissant apparaître une société péruvienne très polarisée. Au-delà de la propagande des discours officiels, cet article propose de repositionner le centenaire dans son contexte socio-politique afin de mieux comprendre les contradictions du projet libéral modernisateur léguiste et éclairer la fragilité d'un État-nation péruvien en cours de construction en cette décennie 1920.

Mots clés: Pérou; histoire politique; État; modernisation; crise; changement social.

Abstract

In 1921, the commemoration of the Centennial of Peruvian independence represented an opportunity for President Leguía to affirm the image of a "modern" nation as well as the interest of the New Homeland regime in the material and social development of the country. The splendor of the festivities and the apparent unity of this moment of national exaltation should not, however, hide the deep and simultaneous dynamics of internal contestation of the political and social order, revealing a very polarized Peruvian society on the contrary. Beyond the propaganda conveyed by official speeches, this article proposes to reposition the centenary in its sociopolitical context to better understand the contradictions of the leguist liberal modernizing project and shed new light on the fragility of a Peruvian nation-state still in the process of construction. during the twenties.

Keywords: Peru; political history; State; modernization; crisis; social change.

1. Ombelyne Dagicour. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France. ombelyne.dagicour@gmail.com <https://orcid.org/0000-0001-9893-959>

Fecha recepción: 09/09/2021, Fecha aceptación: 20/01/2022



Licencia: Este trabajo está sujeto a una licencia de Reconocimiento 4.0 Internacional de Creative Commons (CC BY 4.0).
<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

1. INTRODUCTION

Dans le discours qu'il prononce au Congrès le 28 juillet 1921 à l'occasion du centenaire de l'indépendance péruvienne, le président Augusto Leguía érige cette «*fecha magna y gloriosa*» comme étant le fondement de «*la emancipación política*» du pays et de la «*conquista de un régimen efectivo de verdadera democracia, que, a despacho de todos los tropiezos que sus adversarios le oponen, persigue sin descanso el bienestar y el progreso generales* » (1921). Pour ce dernier, la commémoration de ce grand moment de la vie politique du Pérou depuis les débuts de l'ère républicaine apparaît comme l'opportunité de promouvoir les réformes entreprises depuis le coup d'État du 4 juillet 1919, ayant installé le régime dit de la *Patrie Nouvelle* (Basadre, 1968; Drinot, 2018). Alors que résonnent en Amérique latine l'écho de la révolution mexicaine, puis celui de la révolution bolchévique, la légitimité et l'autorité du président péruvien reposent intrinsèquement sur un processus d'identification mystique entre un chef «*charismatique*» (Weber, 1971) et les aspirations démocratiques d'acteurs populaires qui, depuis la base de la société, réclament davantage de représentativité alors que s'ouvre la décennie 1920. Dans le manifeste qu'il publie après son coup d'État, Leguía s'érige ainsi en fossoyeur de l'oligarchie traditionnelle liée au Parti civil et leader du Peuple, garant de l'intérêt collectif. Le léguisme, défini par Leguía lui-même comme une «*religion politique*», celle du patriotisme, traduit alors la croyance intime du président en sa mission personnelle et son sens du sacrifice pour guider le Pérou vers le progrès (Dagicour, 2010).

Accroître l'insertion du Pérou dans les réseaux internationaux du capitalisme, attirer les capitaux et la main d'œuvre étrangers : tels sont les deux piliers d'un projet de régénération nationale dont l'objectif est de transformer le Pérou en une société «*moderne*» et civilisée. Deux ans après sa prise de pouvoir, les célébrations du centenaire doivent permettre au président de la *Patrie Nouvelle* d'entretenir l'adhésion à sa personne, tout comme prouver les résultats accomplis aux yeux du monde entier. La rhétorique nationaliste déployée par le régime léguiste édifie le centenaire en un moment d'exaltation nationale et d'unité autour du président et de son projet de modernisation de la société péruvienne. Mais il s'agit aussi d'un moment d'expression de fortes tensions liées au renforcement du centralisme liménien et des pratiques du pouvoir léguiste (Martin, 2010). Tandis que, pour ses partisans, Leguía incarne le «*restaurateur des énergies*

économiques du pays» (*La Prensa*, 1928) œuvrant inlassablement au progrès et à la réhabilitation de l'intégrité territoriale, au contraire, ses opposants condamnent fermement l'autoritarisme grandissant d'un président qualifié volontiers de «*tyran*» et de «*dictateur*». Dès les débuts du Oncenio, les critiques sur la nature du régime émergent en provenance de nombreuses catégories d'acteurs, des élites traditionnelles du civilisme aux forces politiques émergentes de gauche –le Parti Socialiste de José Carlos Mariátegui fondé en 1928 et l'Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine initiée par Víctor Raúl Haya de La Torre en 1924 depuis son exil à Mexico–, en passant par les élites locales qui, si elles se réapproprient le discours gouvernemental sur le progrès, n'en demeurent pas moins hostiles face à l'intrusion d'un État de plus en plus centralisateur et faisant usage de la violence.

Le centenaire de 1921 a été étudié abondamment par les historiens sous l'angle de ses commémorations officielles à Lima (Orrego, 2014; Martucelli, 2006) et de son rôle dans la construction nationale du Pérou (Casalino Sen, 2006; Gutiérrez, 2006). L'ambition de cet article consiste à repositionner le centenaire dans son contexte socio-politique afin de proposer une analyse des contradictions à l'œuvre entre les discours officiels célébrant l'unité patriotique et la simultanéité de profondes dynamiques de contestations intérieures de l'ordre politique et social laissant apparaître, au contraire, une société péruvienne très polarisée. Alors que «*le Oncenio continue d'être une période de mythes, d'opinions polarisées, et y compris de spéculations opportunistes*» (Irurozqui, 1994), cet article a donc pour objectif de réinterroger la mise en scène des discours politiques et institutionnels, reflet d'un interventionnisme croissant de l'État péruvien, à la lumière d'une réalité sociale bien différente : celle d'une instabilité chronique et de la fragile légitimité de l'autorité gouvernementale dans le contexte de crise qui caractérise l'après-Première Guerre mondiale au Pérou.

2. LA PATRIE NOUVELLE ET LES ENJEUX DE LA COMMÉMORATION DU CENTENAIRE

Le 27 juillet 1921, l'inauguration en plein cœur de Lima de la place en l'honneur de José de San Martín, *Libertador* du Pérou, donne le coup d'envoi des célébrations du centenaire de l'indépendance péru-

vienne. Pendant plus d'un mois, défilés, inaugurations monumentales, réceptions, banquets, et feux d'artifices ont rythmé la vie de la capitale, invitant la population à prendre part à ce moment d'intense communion patriotique. Pour les invités étrangers et les «colonies» de migrants résidents dans le pays, le gouvernement organise plusieurs réceptions prestigieuses. Ce ne sont pas moins d'une trentaine de représentations étrangères qui ont répondu présentes à l'invitation du président Leguía, dont quinze en provenance du seul continent américain. La délégation argentine, dont plusieurs représentants politiques, militaires et de la société civile ont fait le déplacement à Lima, se distingue par son importance en raison de la célébration principale faite à José de San Martín. De même, la présence d'une délégation mexicaine témoigne de la circulation et de l'influence des idées révolutionnaires et de l'indigénisme sur le régime de la Patrie Nouvelle durant ses premières années. Toutefois, au-delà des convenances diplomatiques, le centenaire est surtout l'occasion pour Leguía (1921) d'en appeler à la «fraternité américaine» dans le différend frontalier qui oppose le Pérou au Chili depuis la Guerre du Pacifique (1879-1883). La récupération des provinces de Tacna, Arica et Tarapaca restées sous occupation chilienne depuis 1883 constitue le principal ressort d'un discours nationaliste habilement instrumentalisé par Leguía afin de mobiliser les classes populaires et moyennes autour du projet politique de la *Patrie Nouvelle*, et par extension, de sa personne. Durant le centenaire, cette rhétorique éminemment patriotique s'articule donc à un discours panaméricain dans l'espoir d'une résolution pacifique de la dispute territoriale grâce au soutien des États-Unis. Dans un contexte d'instabilité géopolitique, l'enjeu de la redéfinition des frontières nationales recouvre le projet du président Leguía d'étendre la souveraineté de l'État sur l'ensemble du territoire péruvien, y compris jusque dans ses marges stratégiques, et de guider la nation vers la voie du développement matériel et social. Les festivités du centenaire s'inscrivent par conséquent dans une stratégie de communication (inter)nationale visant à (ré)affirmer l'indépendance politique du Pérou mais également consolider la légitimité du régime léguiiste, deux ans seulement après son coup d'État.

Le gouvernement léguiiste utilise en effet la commémoration du centenaire pour communiquer amplement sur les réformes entreprises depuis l'instauration de la Patrie Nouvelle et apporter la preuve de résultats concrets. La correspondance de l'ambassadeur de France à Lima durant l'année

1921 est, à cet égard, particulièrement éclairante quant à l'activisme du président Leguía quelques mois seulement avant l'arrivée des délégations étrangères. Ainsi, comme le souligne monsieur Dejean de la Bâtie, «actuellement, c'est la célébration du centenaire qui semble préoccuper surtout le gouvernement. Tout y est subordonné» (Dejean de la Bâtie, 1921a). Alors même que le pays connaît d'importantes difficultés budgétaires, conséquences du ralentissement économique provoqué par l'arrêt de la Première Guerre mondiale, la préoccupation du gouvernement est, semble-t-il, de trouver les ressources nécessaires à l'organisation des festivités :

On trouve toujours de l'argent ici pour les dépenses somptuaires. [...] Il s'agit maintenant de trouver de quoi assurer la marche des services les plus indispensables, mais il paraît encore absolument nécessaire d'avoir 600 000 livres pour la célébration du centenaire ; cette somme au taux actuel du change, fort en baisse, représente encore 33 millions de francs. (Dejean de la Bâtie, 1921b)

L'historien Peter Klaren (2004) a depuis longtemps démontré comment le régime léguiiste fonctionnait sur un système de développement impulsé par le recours au crédit et à la dette, indispensables pour promouvoir la croissance et soutenir le projet de modernisation du pays. Dès 1921, le gouvernement se rapproche des banques étasuniennes pour obtenir plusieurs prêts. Au mois de juillet, Leguía envoie son ministre des Finances, Fernando Fuchs, en mission à New York pour y négocier un emprunt d'une valeur totale de 50 millions de dollars, dont le premier versement à hauteur de 15 millions de dollars doit permettre de couvrir entièrement les dépenses du centenaire (Dejean de la Bâtie, 1921c). De fait, le Oncenio marque un renforcement de la présence des États-Unis au Pérou, tant sur le plan diplomatique, politique qu'économique (Pike, 1977). Ce basculement hégémonique, qui s'observe plus généralement dans la région latino-américaine après le conflit mondial, trouve une autre illustration au Pérou à travers le contrat signé entre le gouvernement et la Foundation Company durant l'année 1920. Il s'agit là d'un bon exemple de la relation étroite nouée entre le régime léguiiste et plusieurs entreprises privées à capitaux internationaux pour concrétiser un projet modernisateur s'enracinant dans l'après-guerre du Pacifique. L'entreprise étasunienne est ainsi chargée par le régime léguiiste de développer les infrastructures de transports sur l'ensemble du territoire national, mais aussi de réa-

liser les travaux d'assainissement et de pavement dans les principales villes du pays, à commencer par Lima. À l'approche du centenaire, la mise en scène de la «modernité» se traduit concrètement par une demande massive de projets d'infrastructures, le développement de nouveaux services et l'introduction d'innovations technologiques ayant pour finalité de rendre «lisible» l'action publique de l'État dans l'espace (Scott, 1998).

Les efforts d'embellissement de la capitale péruvienne invitent dès lors à repenser la ville comme terrain d'expression privilégié du pouvoir législatif, afin de démontrer la grandeur nationale tout en améliorant l'image urbaine de Lima, selon le modèle des développements urbains et architecturaux de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècles inspirés d'Europe et des États-Unis. La cérémonie la plus significative est sans nul doute l'inauguration en grande pompe par le président entouré de son gouvernement, de la Plaza San Martín et de sa monumentale statue équestre offerte en hommage au *Libertador* argentin. Située en plein centre de Lima, cette place revêt une importance hautement symbolique, incarnation de la volonté présidentielle de régénérer le pacte républicain. Il faut y lire, plus largement, l'expression urbaine du processus de consolidation de l'État-nation péruvien depuis l'indépendance. La création pour le centenaire du Musée bolivarien, ou bien encore le début des travaux visant à remodeler l'église San Carlos en Panthéon de la Nation, en sont d'autres illustrations. Ces transformations de l'organisation de l'espace public urbain traduisent par ailleurs les évolutions socio-politiques qui caractérisent le Pérou depuis la fin du XIX^e siècle. Lima connaît en outre une croissance urbaine importante – sa population étant passée de 172 927 habitant.e.s en 1908 à 223 807 en 1920 (Klaren, 2004, pp. 274-288) –, du fait de l'insertion croissante du pays dans l'économie mondialisée et le développement de nouvelles activités économiques. L'interventionnisme croissant du ministère de *Fomento* (Développement et Travaux publics), au sein duquel la présence de médecins et d'ingénieurs augmente fortement durant le Oncenio (Quiñones Tinoco, 2014), témoigne de la préoccupation du gouvernement envers l'aménagement urbain et la politique sanitaire. Autres manifestations de l'État en construction, les grands investissements réalisés dès 1920 pour accompagner la ville en expansion se lisent à travers la réalisation de grandes avenues (dont plusieurs sont inaugurées durant le centenaire, à l'instar de l'Avenue Leguía et de l'Avenue du Progrès), la construction de nouvelles aires

urbanisées à Miraflores et Barranco destinées à accueillir les classes aisées et moyennes, ou bien encore l'instauration de nouvelles normes et services publics en matière d'électrification et d'assainissement. Alors même que Lima et le port du Callao connaissent une forte augmentation de leur population ouvrière depuis la fin du XIX^e siècle, montrer le visage du progrès contraste donc avec les problématiques de la densification de l'espace urbain et de l'hygiène publique en ce début de siècle. Activement mobilisée durant la commémoration du centenaire, la corporation des ingénieurs péruviens publie ainsi dans les pages de son *Bulletin* du mois de juillet 1921 un article sur le logement insalubre, reflet de la consolidation d'une rationalité territoriale et politique visant à améliorer les conditions de salubrité tout en contrôlant la moralité des masses urbaines (Informaciones y memorias, 1921).

Si la célébration du Centenaire représente incontestablement une étape importante dans le processus de modernisation de Lima, c'est aussi l'occasion de stimuler le développement du système agro-industriel et des infrastructures (routes, chemins de fer, etc.) sur l'ensemble du territoire national. Organisée par la Chambre de commerce de Lima avec le soutien du gouvernement, une Exposition industrielle se tient à l'École normale entre juin et septembre 1921, dont l'objectif consiste à faire connaître le Pérou et ses potentialités économiques. Celle-ci traduit le fait que le recours aux investissements étrangers est envisagé par le président Leguía comme un instrument temporaire de modernisation du capital industriel et commercial domestique. L'autonomie économique et financière constitue en outre l'horizon d'attente du législatif en tant que support d'une indépendance politique totale. Cette articulation étroite entre l'autonomie économique et l'indépendance politique a été analysée par les historiens Tiago Saraiva et Norton Wise. Ces derniers ont combiné les concepts d'*autarky* et d'*autarchy* dont les étymologies, en grec ancien, se réfèrent à l'autosuffisance et à l'auto-détermination (Saraiva y Wise, 2010). Ils y voient là le support idéologique des régimes d'inspiration fasciste du premier tiers du XX^e siècle, qui ont remis en question le laissez-faire libéral hérité du XIX^e siècle. De telles ambitions d'autosuffisance et d'indépendance politique se concrétisent dans des politiques publiques ayant pour but de substituer les importations. Coloniser de nouvelles terres, accroître la productivité agricole et industrielle, stimuler le commerce mais aussi développer les ressources énergétiques, expriment ainsi l'essor d'une nouvelle rationalité po-

litique et administrative concernant la gestion des populations, des ressources et du territoire.

La rationalité de gouvernement du régime léguiiste rompt avec le fait que les élites dirigeantes créoles, dans leur souhait de convertir le Pérou à l'économie libérale depuis le milieu du XIX^e siècle, se sont jusque-là peu intéressées à la présence de l'État sur l'ensemble du territoire péruvien (Dagincour, 2017). Ce désintérêt s'est traduit par une faible conscience et une connaissance limitée du territoire «national» lui-même et de ses habitants. Comme l'a également rappelé Mario Marcone (1995), «la distance entre l'État et la population s'est manifestée avec le temps par un développement économique différencié de la région côtière et l'exclusion de la *sierra* et de la *selva* de la vie politique nationale». Sur cette toile de fond, les célébrations du centenaire sont donc propices à communiquer largement sur le projet modernisateur de la *Patrie Nouvelle* et son ambition d'étendre les prétentions régaliennes de l'État jusque dans ses confins. Dans cette perspective, le centenaire donne lieu à de nombreuses publications de la part du gouvernement, ainsi que de ses plus fervents partisans, visant à mettre en exergue l'ouverture au capital étranger et l'immigration comme moyens de transformer le Pérou «traditionnel» en un pays «moderne». L'un d'entre eux, Enrique Centurión Herrera est l'auteur d'un ouvrage publié en 1924, *El Perú actual y las colonias extranjeras. La realidad actual y el extranjero en el Perú a través de cien años 1821-1921*, consacré dans son intégralité aux immigrants étrangers installés au Pérou (Centurión Herrera, 1924). L'auteur revient sur le siècle de vie républicaine qui vient de s'écouler et vante les apports bénéfiques des différentes «colonies» étrangères à la construction nationale du Pérou, insistant dans son prologue sur «el consorcio maravilloso de esas energías nativas y extrañas a nuestro suelo, [que han] logrado constituir el estado actual del progreso del Perú en su doble manifestación material y espiritual». Richement illustrée par de nombreuses photographies, la première partie de l'ouvrage dresse l'inventaire des ressources naturelles et des potentialités agro-industrielles de chacune des trois grandes régions «naturelles» du pays (*costa*, *sierra* et *selva*). Topographie, caractéristiques du climat et des sols, état de la faune et de la flore, mais aussi données statistiques et démographiques sont autant d'informations destinées à attirer les investisseurs étrangers. Soulignons la présence d'un chapitre entièrement dédié aux modalités d'acquisition des terres publiques de l'Amazonie péruvienne vouées à la colonisation agricole.

La suite est consacrée à Lima, «capitale mondaine», lieu privilégié des sociabilités et de la vie culturelle où entretenir les relations sociales et commerciales. La publication de Centurión Herrera s'inscrit plus globalement dans l'effort de propagande entrepris par le régime léguiiste. Par résolution du 18 juin 1920 est ainsi créé un Comité national de propagande au sein du ministère de *Fomento*, chargé de diffuser au sein des réseaux diplomatiques l'information sur les richesses du Pérou et d'y attirer une main d'œuvre étrangère. Le recours à l'immigration se trouve en effet au cœur de la réflexion politique des dirigeants et intellectuels créoles depuis la fin du XIX^e siècle (Gootenberg, 1998). L'attraction de colons agricoles blancs, d'origine européenne et étasunienne, doit ainsi pallier non seulement le manque de main d'œuvre mais aussi transformer «l'indien» en paysan propriétaire apte à l'intégration nationale.

Précisons que le projet de développement agro-industriel des élites créoles se trouve alors puissamment façonné par des idées racialisées. Durant la décennie 1920, le Pérou reste une société rurale, marquée par une extrême diversité ethnique. L'idéal «d'amélioration» du corps social et de régénération de la *Patrie Nouvelle* puise ses racines dans les théories du positivisme et du racisme pseudo-scientifique qui circulent en Amérique latine depuis la fin du XIX^e siècle. De tels postulats influencent les élites créoles chez lesquelles se développe une explication du retard de leurs sociétés par «l'arriération» économique et morale des populations amérindiennes (Zimmermann, 1992). L'article publié en janvier 1921 par l'ingénieur Jorge Broggi (1921) dans le *Boletín de la Sociedad de Ingenieros del Perú* est à cet égard éclairant. Un siècle après son indépendance, ce dernier s'interroge sur la façon d'encourager l'industrialisation du pays. Si Broggi insiste sur la nécessité de dépasser un certain déterminisme géographique grâce aux savoir-faire de l'ingénierie, il souligne par ailleurs l'importance d'éduquer les masses indiennes dès le plus jeune âge aux valeurs commerciales et de l'entrepreneuriat. Le projet de modernisation de la société péruvienne s'ancre dès lors dans les débats sur l'identité nationale surgis au sein des cercles politiques et intellectuels dans l'après-guerre du Pacifique (Chavarria, 1970). On touche là aux enjeux culturels de la commémoration du centenaire. Les célébrations fournissent de la sorte l'occasion d'interroger la poursuite du processus d'intégration du territoire péruvien en un État-nation homogène et unifié sur lequel l'élite dirigeante créole puisse étendre son autorité.

3. L'UNITÉ NATIONALE À L'ÉPREUVE DES CRISES

Toutefois, à la veille des festivités du centenaire, l'exaltation de l'unité nationale autour du projet modernisateur ainsi que des valeurs et symboles de la République, paraît bien fragile. Le 3 juillet 1921, un incendie éclate au Palais du gouvernement et détruit le bureau ainsi que les appartements de réception du président Leguía. Ce dernier en réchappe de peu (Dejean de la Bâtie, 1921d). Cet événement invite à repositionner la commémoration du centenaire dans l'histoire politique du Pérou contemporain afin de déconstruire l'image de l'unité fabriquée par la propagande du régime léguiiste et de ses partisans. L'objectif est ici de mieux comprendre les ressorts de la crise de l'autorité politique à l'œuvre en cette décennie 1920 et les transformations qui affectent en profondeur l'État péruvien.

Tout d'abord, le régime de la Patrie Nouvelle confirme la scission de la cohésion oligarchique qui avait jusque-là sous-tendu la «République aristocratique» (Burga y Flores Galindo, 1980). Dès les débuts du Oncenio, les critiques sur la nature du régime léguiiste ont surgi en provenance de l'oligarchie «traditionnelle» liée au Parti civil. Rappelons que durant sa première présidence entre 1908-1912, Leguía s'est fortement heurté au conservatisme du bloc civiliste. La modernisation économique via le recours au capital étranger (favorisé par les liens personnels de Leguía avec le monde de la finance internationale), tout comme l'intégration des couches populaires, y compris les masses indiennes, au système politique sont au fondement d'une importante divergence de vision économique et politique. Marqué par le souvenir d'une opposition parlementaire systématique et de la violence l'ayant contraint à devoir s'exiler à Londres entre 1913 et 1919, Leguía procède, quasi immédiatement après sa prise de pouvoir, à une dissolution du Congrès. L'article 1 de la nouvelle Constitution promulguée en janvier 1920 prévoit par ailleurs la rénovation totale du corps législatif dont l'élection est désormais concomitante avec celui du pouvoir exécutif, tous les cinq ans. Surtout, la pratique de l'officialisme électoral contribue peu à peu à neutraliser l'opposition politique dans un Congrès majoritairement léguiiste, peu ou prou transformé en chambre d'enregistrement des décisions présidentielles. La déliquescence accélérée de l'unité oligarchique durant le Oncenio se traduit par une instabilité politique permanente, renforcée par l'usage de la violence politique. Ain-

si, dès la fin de l'année 1919, le régime léguiiste promulgue une loi autorisant le gouvernement à confisquer les biens et propriétés de ses principaux opposants politiques issus des rangs du Parti civil, pour la plupart exilés (Manners, 1920). Au mois de novembre 1920, la découverte d'un complot contre le président déclenche une série d'arrestations arbitraires menée sous la férule de Germán Leguía y Martínez, ministre de l'Intérieur –également cousin du président–, surnommé *El Tigre* en raison de la férocité avec laquelle celui-ci mène la répression (Grant Duff, 1920). Parmi la vingtaine de personnalités arrêtées et/ou forcées à l'exil, on trouve le sénateur Miguel Grau, chef de l'opposition parlementaire, les députés Pardo, Sayán y Palacios et Pérez Figuerola, une dizaine d'officiers de l'armée, la plupart colonels, mais aussi le docteur Mata, président de la Cour supérieure de Lima, M. Miró Quesada, directeur du journal *El Comercio*, le plus important de la capitale, et M. Antero Aspillaga, l'ancien concurrent direct de Leguía à la présidence. Face au manque de preuves, l'ambassadeur français exprime néanmoins ses doutes quant à la véracité d'un tel complot. Il y voit une possible intrigue du régime léguiiste pour anéantir l'opposition et garantir la tranquillité sociale, alors que les préparatifs pour les célébrations du centenaire occupent toute l'attention du président:

[...] C'était le plus sûr moyen d'en finir une fois pour toutes avec de tels criminels. Le gouvernement a donc imaginé ce complot de toutes pièces pour se débarrasser d'une opposition troublante. Il a pris l'habitude de gouverner par coups de force. [...] Mais il ne faut pas oublier que dans ce pays, comme dans toute l'Amérique latine, les passions politiques sont très violentes. Il est certain que le gouvernement du président Leguía a, par des procédés dictatoriaux, montré son dédain de la légalité, son exclusivisme violent, et soulevé la colère de ceux qu'il a fait tomber du pouvoir et dont les appétits et les rancœurs sont surexcités au dernier point. (Dejean de la Bâtie, 1920)

Quoi qu'il en soit, ces luttes de factions doivent s'envisager à la lumière de la culture politique andine caractéristique du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. Celle-ci est marquée non seulement par un fort personnalisme mais aussi par l'usage de la force dans l'objectif d'accaparer une machine étatique propre à satisfaire une suite de patronage et de clientèles sur laquelle repose intrinsèquement la légitimité de l'État péruvien (Muecke, 2004).

Quelques mois seulement avant le centenaire, la tension est donc palpable. L'inflexion autoritaire du pouvoir léguiiste et sa remise en cause des libertés individuelles conduisent peu à peu au «déchocage» des fractions intellectuelles issues des couches moyennes urbaines, pourtant gagnées à la rhétorique de l'ouverture démocratique du régime lors de sa phase initiale. Au mois d'avril 1921, l'expropriation du journal *La Prensa* déclenche la vive protestation du monde étudiant. Sous la pression de la Fédération des Étudiants de Lima, son directeur, M. Cisneros, est finalement relâché, bien que le quotidien soit reconverti en organe de presse officiel. Víctor Raúl Haya de la Torre, chef des contestataires étudiants et leader charismatique du futur Parti apriste, mène le travail de convergence avec le prolétariat ouvrier concentré à Lima et au Callao, dans le sillage de la grève générale de 1919. La décennie 1920 est une période décisive pour l'arrivée de nouveaux courants idéologiques, lesquels alimentent un ensemble de mouvements sociaux qui ébranlent l'ordre oligarchique. Autre figure emblématique du renouveau politique de la génération de 1919 et d'une société péruvienne en pleine transformation, José Carlos Mariátegui, qui joue en Amérique latine un rôle important dans le développement de la pensée marxiste (Leblanc, 2019). Modernité doctrinaire et culturelle, reconfiguration des forces politiques et sociales se déploient dans une conjoncture de crise matérielle héritée de la Première Guerre mondiale, ayant fait naître de nouvelles attentes vis-à-vis de l'État. Les tensions sociales liées à l'irruption du mouvement étudiant et ouvrier apparaissent en effet étroitement corrélées à la crise économique que traverse le Pérou du fait de la désorganisation des circuits internationaux et de la baisse des exportations à la suite du conflit mondial. Comme le souligne l'ambassadeur français Dejean de la Bâtie (1921a) dans un rapport daté du 12 janvier 1921, «l'argent fait défaut plus que jamais, la crise commerciale continue, très vive. Le coton et le sucre ne se vendent plus». La domination charismatique étant «par nature» instable, la continuité du régime léguiiste dépend principalement de sa capacité à alimenter la croissance économique pour espérer conserver le soutien de ses partisans, parmi lesquels nombre d'employés de l'administration et de l'armée.

Aussi, la situation du président Leguía apparaît-elle particulièrement critique à peine achevées les festivités du Centenaire. Le non-paiement des soldes militaires fait lourdement peser le risque de soulèvements dans les garnisons des

territoires éloignés ainsi que le réveil de revendications régionalistes, voire séparatistes, face au centralisme croissant qui sous-tend le projet modernisateur du président :

Le président Leguía a tout sacrifié à ces fêtes qui, à son idée, devaient être l'apothéose de son gouvernement. Les fêtes ont réussi mais elles ont coûté des sommes considérables et les caisses publiques se trouvent démunies plus que jamais. [...] Le reste du pays, qui n'a point participé à ces réjouissances est moins disposé à s'en enorgueillir. [...] Depuis longtemps, les fonctionnaires et les troupes ne sont pas payés, les écoles, les orphelinats, les hôpitaux ne reçoivent pas les subventions mensuellement prévues par le budget. Malgré les censures qui empêchent les nouvelles de la province de parvenir régulièrement à Lima, on se doute bien ici du mécontentement qui règne un peu partout dans le pays. (Dejean de la Bâtie, 1921e)

Cette précarité de l'Etat péruvien est confirmée par l'ambassadeur britannique Grant Duff à travers son récit des événements qui secouent le pays durant la deuxième moitié de l'année 1921, à commencer par le «soulèvement d'Iquitos» (Grant Duff, 1921). En outre, le 5 août 1921, le capitaine Guillermo Cervantes, officier de la garnison d'Iquitos, se saisit de la préfecture du Loreto, décidé à reprendre en main les affaires du département pour «son bien-être et son progrès» (Torres Videla, 1923). Cette révolte exprime l'imbrication des formes de revendications régionalistes et du mécontentement croissant des acteurs locaux face à la déprise économique qui touche ce département amazonien depuis l'arrêt du conflit mondial. Dans ces confins du territoire national, les autorités civiles et les garnisons n'ont pas reçu leurs salaires depuis des mois (Grant Duff, 1921). Autour du capitaine Cervantes, un groupe d'officiers et de notables locaux forment un Comité révolutionnaire. Le 1^{er} septembre 1921, le groupe publie dans la presse régionale son *Manifiesto a la Nación* face au «régime dictatorial installé le 4 juillet 1919» (Torres Videla, 1923). Dénonçant la «tyrannie» imposée par la Constitution centralisatrice de 1920, le Comité exige le rétablissement de la loi organique de 1860. Au cœur des critiques adressées au régime léguiiste, figure également la trahison de l'intérêt national alors que se poursuivent dans la plus grande opacité les négociations diplomatiques relatives à la signature d'un traité frontalier avec la Colombie à propos de la zone frontalière du Putu-

mayo. Menacé dans sa stabilité, le régime de la Patrie Nouvelle dirige vers le Loreto une intense campagne de répression. Deux régiments sont envoyés sur place, le premier confié au commandant Juan P. Santibáñez, et le second au capitaine Genaro Martos. Devant la rapide progression de l'armée, le capitaine Cervantes compte sur le soutien de Julio César Arana, le plus important *cauchero* de l'Orient péruvien, par ailleurs sénateur suppléant et président de la Chambre de Commerce du Loreto. Julio César Arana possède plusieurs propriétés en Colombie, entretenant d'étroites relations commerciales avec des entrepreneurs et industriels de l'autre côté de la frontière. Le 3 janvier 1922, le quotidien *La Crónica* annonce que «la révolution du Loreto est terminée» (*La revolución en Loreto ha terminado*, 1922). Si la répression sévère du régime léguiiste permet le retour au calme apparent, le journal liménien dépeint cependant l'état économique calamiteux dans laquelle le soulèvement a laissé le département. La propagande gouvernementale destinée à générer une illusion de consensus autour du régime et de son président, ne doit pas non plus masquer l'existence d'une opposition puissante au projet de territorialité intrusif du pouvoir central dans ces marges. Depuis les années 1980, les études d'histoire régionale se sont multipliées, déconstruisant le présupposé de la toute-puissance de l'État centralisé dans les territoires au Pérou (Barclay Rey de Castro, 2009 ; Favier, 2020). Ces travaux ont mis en évidence la précarité de cet État en formation, dont la présence apparaît souvent comme le fruit d'une négociation avec les élites socio-économiques locales. Un siècle après l'indépendance du pays, le soulèvement du Loreto interroge par conséquent le processus d'intégration de l'une des marges géographiques à la sphère étatique et nationale, ainsi que la capacité de l'autorité centrale à rendre effective ses ambitions régaliennes sur l'ensemble du territoire.

Ailleurs, le soulèvement concomitant de plus de 3000 indiens dans le Département de Puno, au cœur du Sud andin, se pose comme un défi supplémentaire pour l'État léguiiste (Grant Duff, 1921a). Les causes sont multiples: l'insertion accélérée du Pérou dans les réseaux du capitalisme international depuis la fin du XIX^e siècle s'est traduite par une augmentation des prix de la laine ainsi qu'une expansion du latifundisme dans l'altiplano andin au détriment des terres communales (Piel, 2003). En dépit de la recomposition des sphères de décision au niveau national et des affrontements au sein de l'oligarchie dirigeante, le pouvoir des *gamonales*, ces grands propriétaires des *haciendas* de l'intérieur du pays,

n'est que partiellement affecté. Durant la décennie 1920, plusieurs intellectuels indigénistes et leaders de forces révolutionnaires émergentes, à commencer par José Carlos Mariátegui, dénoncent le caractère semi-féodal des *haciendas* qui maintiennent la population indienne dans un état de servitude (Kristal, 1991). La notion de *gamonalisme* désigne la confiscation des différents leviers de domination politique, économique et sociale par l'oligarchie foncière et les pouvoirs d'encadrement traditionnels de la société rurale andine –l'Église et les autorités municipales (Burga y Flores Galindo, *op.cit.*, p.100; Mariátegui, 1995, pp. 21-22). Plus qu'un simple discours modernisateur, le nationalisme économique qui sous-tend l'action gouvernementale de Leguía implique le démantèlement de l'ordre socio-politique traditionnel existant dans le monde rural (Pereyra Chávez, 2001). L'indigénisme «officiel» du régime de la Patrie Nouvelle est à replacer dans le contexte de crise des États oligarchiques qui concerne l'ensemble des pays latino-américains et le spectre d'une révolution sociale au Pérou. Le pragmatisme de Leguía le conduit à s'inspirer de l'action de l'État révolutionnaire mexicain et à s'entourer de figures éminentes du courant indigéniste et provincialiste tels que Hildebrando Castro Pozo, José Antonio Encinas et José Ángel Escalante, afin de résoudre le «problème indien» (Jacobsen, 1993, p.345). La constitution promulguée en janvier 1920 pose ainsi les fondements d'une politique de tutelle et de protection des communautés indigènes placées sous la responsabilité de l'État. Pour la toute première fois de l'histoire du Pérou républicain, les articles 41 et 58 reconnaissent officiellement l'existence juridique des communautés indigènes et l'imprescriptibilité de leurs terres collectives. En septembre 1921, l'installation d'une Section des Affaires indigènes au sein du ministère de *Fomento* témoigne de la préoccupation du régime léguiiste à apporter une réponse légale à l'augmentation significative de la conflictualité dans les Andes liée aux usurpations des terres indigènes par le latifundisme. Ces dispositions vont de pair avec l'instauration du Patronat de la Race indigène, conduit par l'archevêque Emilio Lisson, afin de guider les masses indiennes sur la voie de la rédemption. Pour l'historienne Marisol de la Cadena, la *Ley de Conscripción Vial* (loi n° 4113), adoptée au mois de mai 1920 et instaurant la mobilisation forcée de la main d'œuvre amérindienne pour la construction des routes, exprime cependant la convergence de l'indigénisme et de l'agenda capitaliste modernisateur du léguiisme (Cadena, 2004, p.87). Sorte de «mita moderne», cette mesure extrême

mement impopulaire cristallise le vif mécontentement dans les zones rurales de la *sierra* à l'égard des politiques de caractère centralisateur et paternaliste qui accompagnent l'autoritarisme croissant du régime. Les années 1920-1923 sont ainsi celles d'une intense agitation sociale qui s'étend dans le Sud andin, couvrant les départements de Puno, Cuzco, Apurimac, Ayacucho, Arequipa et Huancavelica. Connue dans l'historiographie régionale sous le terme de «*Gran sublevación*» (Caceres-Olazo, 2001), cette dynamique de mouvements sociaux et de soulèvements ruraux ayant fortement mobilisé les populations paysannes indiennes (re)pose la question de la place de «l'indien» dans le processus de construction nationale en cette décennie 1920, dans un Pérou qui apparaît alors divisé, sans véritable unité nationale.

4. CONCLUSION

Vitrine de la modernité, la commémoration officielle du centenaire de l'indépendance péruvienne en 1921 semble entièrement vouée à la célébration de l'unité de la Patrie Nouvelle et des réformes poursuivies par son président, artisan inlassable du progrès et de la civilisation. Les discours politiques produits par le régime et ses partisans, tout comme les transformations urbaines de Lima, témoignent de l'émergence d'une nouvelle rationalité de gouvernement, plus interventionniste sur l'ensemble du territoire national et des populations. La crise économique et politique mondiale de l'après-guerre constitue en outre un moment clé pour la reconceptualisation du rôle de l'État face aux nouveaux défis socio-économiques et culturels que connaît le pays, un siècle après son indépendance (Drinot, 2011). Si, depuis la fin du XIX^e siècle, le progrès reste le but inchangé, la «question sociale» et notamment indienne, liée aux effets du développement agro-industriel et de l'urbanisation, interroge la capacité de l'État central à préserver l'ordre interne et à exploiter ses ressources, tout en continuant à recourir au capital étranger. Cette «quête de la modernité» n'est pas sans ambiguïtés et suscite de vives résistances au sein de la société péruvienne. Alors que la révolution mexicaine, puis la révolution bolchévique, ont ouvert les premières brèches à la remise en question de la domination oligarchique, les grèves ouvrières et étudiantes, tout comme les révoltes de la paysannerie indienne et les soulèvements régionalistes, sont perçus comme autant de menaces de dislocation du corps politique et social.

Ces contestations sont révélatrices de la relative faiblesse d'un État-nation toujours en construction en ce début de XX^e siècle. Synonymes d'un bouillonnement et d'une effervescence socio-culturelle, les années 1920 voient également l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène politique nationale qui s'opposent à la «modernisation autoritaire» dans laquelle s'engage le régime léguiste à partir de 1921, et ce en contradiction avec la promesse d'un idéal égalitaire et démocratique prôné par l'État républicain un siècle plus tôt.

5. RÉFÉRENCES

- BARCLAY REY DE CASTRO, F. (2009). *El Estado Federal de Loreto, 1896: centralismo, descentralización y federalismo en el Perú, a fines del siglo XIX*. IFEA. Centro Bartolomé de Las Casas. <https://doi.org/10.4000/books.ifea.776>
- BASADRE, J. (1968). *Historia de la Republica del Perú*. Editorial Universitaria.
- BROGGI, J. A. (1921). Política que debe seguirse para industrializar el país. *Boletín de la Sociedad de Ingenieros del Perú*, XXIII (1), 26-31.
- BURGA, M., FLORES GALINDO, A. (1980). *Apogeo y crisis de la República Aristocrática*. Lima: Rickchay Perú.
- CÁCERES-OLAZO MONROY J.M. (2001). La Gran Sublevación campesina del Sur andino, 1920-1923. En *Congreso peruano del hombre y la cultura andina* (pp. 264-274). Universidad nacional de San Cristóbal de Huamanga-UNSCH.
- CADENA, M. de la (2004). *Indigenous Mestizos: Raza y Cultura en el Cusco*. Instituto de Estudios Peruanos.
- CASALINO SEN, C. (2006). Centenario de la independencia y el próximo Bicentenario: diálogo entre los próceres de la nación, la Patria Nueva y el proyecto de comunidad cívica en el Perú. *Revista de Investigaciones Sociales*, (17), 285-309. <https://doi.org/10.15381/is.v10i17.7067>
- CENTURIÓN HERRERA, E. (1924). *El Perú actual y las colonias extranjeras. La realidad actual y el extranjero en el Perú a través de cien años 1821-1921*. Instituto Italiano d'Arti Grafiche.
- CHAVARRÍA, J. (1970). The Intellectuals and the Crisis of Modern Peruvian Nationalism, 1870-1919. *The Hispanic American Historical Review*, 50 (2), 258-270. <https://doi.org/10.2307/2513026>
- CHAVARRÍA, J. (1979). *José Carlos Mariátegui and the Rise of Modern Peru, 1890-1930*. University of New Mexico Press.

- DAGICOUR, O. (2010). *Le «mythe» Leguía. Images et pouvoir sous le Oncenio, Pérou (1919-1930)* [mémoire de Master 2 inédit]. Université Paris 1. <https://doi.org/10.3917/bipr.033.0013>
- DAGICOUR, O. (2017), *Régénérer la Patrie, construire l'État. Savoirs géographiques et production du territoire au Pérou, 1900-1930* [thèse de doctorat inédite]. Université Paris 1.
- DEJEAN DE LA BÂTIE (1920). Archives Diplomatiques françaises de La Courneuve (ADF). M. Dejean de la Bâtie, ministre plénipotentiaire au Pérou, à M. G. Leygues, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Lima, 16 novembre 1920, dépêche n° 21.
- DEJEAN DE LA BÂTIE, (1921a). ADF, Correspondance politique et commerciale, 1818-1940, Pérou-situation intérieure, tome 6 (1918-1923). M. Dejean de la Bâtie, ministre plénipotentiaire au Pérou, à M. Leygues, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Paris, 12 janvier 1921, dépêche n° 4.
- DEJEAN DE LA BÂTIE, (1921b). ADF, Correspondance politique et commerciale, 1818-1940, Pérou-situation intérieure, tome 6 (1918-1923). M. Dejean de la Bâtie, ministre plénipotentiaire au Pérou, à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Paris, 16 février 1921, dépêche n° 8.
- DEJEAN DE LA BÂTIE, (1921c). ADF, Correspondance politique et commerciale, 1818-1940, Pérou-situation intérieure, tome 6 (1918-1923). M. Dejean de la Bâtie, ministre plénipotentiaire au Pérou, à M. Briand, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Paris, 1^{er} juillet 1921, dépêche n° 56.
- DEJEAN DE LA BÂTIE, (1921d). ADF, Correspondance politique et commerciale, 1818-1940, Pérou-situation intérieure, tome 6 (1918-1923). M. Dejean de la Bâtie, Lima, télégramme du 5 juillet 1921.
- DEJEAN DE LA BÂTIE, (1921e). ADF, Correspondance politique et commerciale, 1818-1940, Pérou-situation intérieure, tome 6 (1918-1923). M. Dejean de la Bâtie, ministre plénipotentiaire au Pérou, à M. Leygues, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Lima, 12 septembre 1921, dépêche n° 4.
- DRINOT, P. (2011). *The Allure of Labor: Workers, Race, and the Making of the Peruvian State*. Duke University Press. <https://doi.org/10.1515/9780822394228>
- DRINOT, P. (2018). *La Patria Nueva. Economía, sociedad y cultura en el Perú, 1919-1930*. Editorial A ContraCorriente.
- FAVIER, I. (2020), *Le Pérou et ses confins amazoniens. Le cas du Haut-Marañón 1946-2009*. Presses Universitaires de Rennes. <https://doi.org/10.4000/books.pur.143995>
- GOOTENBERG, P. (1998). *Imaginar el desarrollo. Las ideas económicas en el Perú postcolonial*. Instituto de Estudios Peruanos.
- GRANT DUFF (1920). National Archives, Kew Gardens, London, Foreign Office, Political Correspondence, serie F0371/4546 (1908-1930). M. Grant Duff, telegram n° 110, Lima, 18th Nov. 1920, to London.
- GRANT DUFF (1921). National Archives, Kew Gardens, London, Foreign Office, Political Correspondence, serie F0371/5612 (1908-1930). M. Grant Duff, telegram n° 177, Lima, 7th Nov. 1921, to London.
- GRANT DUFF (1921a). National Archives, Kew Gardens, London, Foreign Office, Political Correspondence, serie F0371/5612 (1908-1930). M. Grant Duff, telegram n° 168, Lima, 7th Oct., to London.
- GUTIÉRREZ, R. (2006). Las celebraciones del centenario de las independencias. *Apuntes*, 19 (2), 176-183.
- IGLESIAS, D. (2013). *Les mythes fondateurs du Parti Apriste péruvien*. Éditions de l'IHEAL. <https://doi.org/10.4000/books.iheal.2602>
- INFORMACIONES Y MEMORIAS, "La crisis de la habitación" (1921). *Boletín de la Sociedad de Ingenieros del Perú*. 1 de marzo de 1921, 108-109.
- IRUROZQUI, M. (1994). El Perú de Leguía: Derroteros y extravíos historiográficos. *Apuntes*, (34), 85-101. <https://doi.org/10.21678/apuntes.34.394>
- JACOBSEN, N. (1993). *Mirages of Transition: the Peruvian Altiplano, 1780-1930*. University of California Press. <https://doi.org/10.1525/9780520913912>
- KLAREN, P. (2004). *Nación y sociedad en la historia del Perú*. Instituto de Estudios Peruanos.
- KRISTAL, E. (1991). *Una visión urbana de los Andes: Génesis y desarrollo del indigenismo en el Perú, 1848-1930*. Instituto de Apoyo Agrario.
- LA PRENSA (1928). (14864), 8 de septiembre de 1928.
- LA REVOLUCIÓN EN LORETO HA TERMINADO (1922). *La Crónica*, (3525), 3 de enero de 1922, 4.
- LEBLANC, J-G. (2019). Le Pérou de Mariátegui et Haya de la Torre : une décennie de définition idéologique. *Nuevo Mundo Mundos Nuevos, Questions du temps présent*. <https://doi.org/10.4000/nuevomundo.77848>
- LEGUÍA, A.B. (1921). *Mensaje del presidente del Perú Augusto Bernardino Leguía Salcedo ante el Congreso nacional, el 28 de julio de 1921*. Ar-

- chivo digital del Congreso, https://www.congreso.gob.pe/participacion/museo/congreso/mensajes/mensaje_nacion_congreso_28_julio_1921
- LEIBNER, G. (1999), *El mito del socialismo indígena: fuentes y contextos peruanos de Mariátegui*. Editorial de la PUCP.
- MANNERS (1920). National Archives, Kew Gardens, London, Foreign Office, Political Correspondence, serie FO371 (1908-1930)/4544. M. Manners, telegram n° 145, Lima, 31st dec. 1919, to London.
- MARCONI, M. (1995). Indígenas e inmigrantes durante la República Aristocrática: población e ideología civilista. *Histórica*, XIX (1), 73-93.
- MARIÁTEGUI, J-C. (1995, 1928). *Siete ensayos de interpretación de la realidad peruana*. Biblioteca Ayacucho.
- MARTIN, G. (2010). Commémoration de l'indépendance et unité nationale en Amérique latine. *Amérique latine Histoire et Mémoires. Les Cahiers ALHIM*, (19) <https://doi.org/10.4000/alhim.3466>
- MARTUCELLI, E. (2006). Lima, la capital de la Patria Nueva: el doble centenario de la independencia en el Perú. *Apuntes*, 19 (2), 256-273.
- MUECKE, U. (2004). *Political Culture in Nineteenth-Century Peru*. Pittsburgh University Press.
- ORREGO, J.L. (2014). *¡Y llegó el centenario! Los festejos de 1921 y 1924 en la Lima de Augusto B. Leguía*. Titanium Editores.
- ORTEMBERG, P. (2012). *Rituels du pouvoir à Lima: de la Monarchie à la République, 1735-1828*. Éditions de l'EHESS.
- PEREYRA CHÁVEZ, N. (2001). La patria nueva y el indio: modernización e indigenismo durante el Once-nio de Leguía, 1919-1930. En *Congreso peruano del hombre y la cultura andina*. Universidad nacional de San Cristóbal de Huamanga-UNSH, 275-294.
- PIEL, J. (2003). Les formes de propriété collective au Pérou de 1750 à 1920. En Nadine Vivier, Marie-Danielle Demélas, *Les propriétés collectives face aux attaques libérales (1750-1914), Europe occidentale et Amérique latine*. Presses Universitaires de Rennes, 281-300. <https://doi.org/10.4000/books.pur.23676>
- PIKE, F. B. (1977). *The United States and the Andean Republics: Peru, Bolivia and Ecuador*. Harvard University Press.
- QUIÑONES TINOCO, L. (2014), *Construir y modernizar: El Ministerio de Fomento (1896-1930)*. Editorial de la Universidad de ingeniería.
- SARAIVA T., NORTON WISE, M. (eds.) (2010). Autarky/ Autarchy: Genetics, Food Production, and the Building of Fascism. *Historical Studies in the Natural Sciences*, 40 (4), 419-428. <https://doi.org/10.1525/hsns.2010.40.4.419>
- SCOTT, J. (1998). *Seeing like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*. Yale University Press.
- TORRES VIDELA, S. (1923). *La Revolución de Iquitos (Loreto-Perú)*, Tipografía España.
- WEBER, M. (1921, réed. 1971), *Économie et société*, trad. Fr. de J. Chavy et E. de Dampierre. Plon.
- ZIMMERMANN, E. (1992). Racial Ideas and Social Reform: Argentina, 1890-1916. *The Hispanic American Historical Review*, 72 (1), 23-46. <https://doi.org/10.1215/00182168-72.1.023>

